



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et de douze mois clos le 31 décembre 2010

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision, mission et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2010**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Nouvelles conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Obligations contractuelles**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre apparentés**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et de douze mois clos le 31 décembre 2010 en les comparant aux résultats de la période correspondante de l'exercice 2009. Il présente également une comparaison de ses bilans aux 31 décembre 2010 et de 2009. À moins d'indication contraire, les termes « société » et « Savaria » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour la période clos le 31 décembre 2010. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Les états financiers et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 29 mars 2011. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux PCGR telles que : le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action, la trésorerie et équivalents par action et le coefficient d'endettement total net sur le capital investi afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Un rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA est montré à la section 9, Résumé des résultats trimestriels. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif à court terme moins le passif à court terme tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif à court terme sur le passif à court terme. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de trimestre et la trésorerie et équivalents par action correspond au résultat de la trésorerie et équivalents divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de trimestre.

Le coefficient d'endettement total net sur le capital investi est le résultat du total de la dette à long terme et du billet à payer moins le net de la trésorerie et équivalents et des emprunts bancaires (« numérateur ») divisé par le total de l'avoir des actionnaires plus le numérateur.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les PCGR et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

4. Survol des activités

Les activités de Savaria Corporation se déploient en deux secteurs : le secteur *Accessibilité* et le secteur *Véhicules adaptés*. Le premier est assuré par les activités de quatre filiales. La filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc. (« Ascenseurs Savaria Concord ») qui conçoit, fabrique et distribue des produits répondant aux besoins des personnes à mobilité réduite, principalement des sièges d'escalier, des plates-formes verticales et obliques, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux et les filiales Concord Elevator (London) Ltd (« Concord London ») et Savaria Lifts Ltd (« Savaria Lifts ») qui distribuent et installent des produits fabriqués par Ascenseurs Savaria Concord en plus d'assembler certaines composantes. La filiale chinoise, Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing co., Ltd (« Savaria Huizhou »), effectue également des sous-assemblages de composantes de produits d'accessibilité ainsi que des produits finis pour le compte des filiales de la société et pour la vente de produits sur les marchés chinois et européen. La société se situe au premier rang au Canada et en deuxième place aux États-Unis au sein de l'industrie de l'accessibilité. Sa gamme élargie de produits est offerte par le biais d'un réseau comptant quelque 600 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. Le deuxième secteur est assuré par le biais de la filiale Van-Action (2005) Inc. (« Van-Action ») et, depuis le 3 août dernier, également par les filiales nouvellement acquises Freedom Motors Inc. (« Freedom ») et The Liberty Motor Co. Inc. (« Liberty »), qui effectuent la conversion et l'adaptation de mini-fourgonnettes, aussi pour les personnes à mobilité restreinte. Compte tenu des récentes acquisitions, les revenus annualisés prévus pour le secteur *Accessibilité* sont de l'ordre de 55 millions (« M ») \$ alors que ceux du secteur *Véhicules adaptés* sont de 15 M \$ pour un revenu total de près de 70 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activité sauf si expressément mentionné.

Savaria, dont le siège social est situé à Laval (Québec), compte cinq autres installations, dont une usine de 220 000 pieds carrés à Brampton (Ontario) et une autre de 70 000 pieds carrés à Ville St-Laurent (Québec), ainsi qu'une usine à Huizhou (Chine) de 35 000 pieds carrés.

Pour l'exercice 2010, les revenus de Savaria émanent des États-Unis (42 %), du Canada (48 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (10 %). La société emploie quelque 420 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

5. Contexte commercial

Un marché en croissance dû au vieillissement sans précédent de la population

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ceux-ci, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité sont nombreuses.

Le vieillissement de la population s'accélère, comme le démontre une étude, intitulée « An Aging World: 2008 », publiée, en juillet 2009, par le U.S. Census Bureau.

En 2008, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans dans le monde était évalué à 506 millions, représentant 7 % de la population mondiale totale. 870 000 personnes de plus chaque mois atteignaient l'âge de 65 ans à l'échelle mondiale. Cette augmentation sera de l'ordre de 1,9 million de personnes par mois selon les projections sur dix ans, soit une augmentation annuelle nette de l'ordre de 23 millions.

Par conséquent, le nombre de personnes nécessitant des équipements d'accessibilité augmentera, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les gens âgés sont plus nombreux et leur durée de vie s'allonge, alors que l'espérance de vie moyenne excède désormais 80 ans, dans 11 pays. De plus, les personnes âgées sont de plus en plus fortunées et plusieurs d'entre elles ont ainsi les moyens d'adapter leur résidence afin d'y demeurer. Finalement, la structure familiale et les soins aux personnes vieillissantes changent, ce qui oblige de plus en plus l'installation d'équipements d'accessibilité dans les résidences et les édifices publics où ces dernières vivent.

Par ailleurs, en ce qui a trait au nombre de personnes handicapées, le U.S. Census Bureau envisage qu'il augmentera deux fois plus rapidement que la population du pays. En fait, il prévoit que près de 500 000 Américains de plus par année souffriront d'un handicap, portant leur nombre à 35,4 millions en 2030.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces appareils, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Quant au contexte concurrentiel nord-américain, trois principales entreprises, toutes privées ou filiales de grandes entreprises, offrent une gamme de produits similaires à celle de Savaria. Puisque 85 % des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitifs, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de points de vente de produits dans le domaine de l'accessibilité.

6. Vision, mission et stratégie

Notre vision

Se positionner comme chef de file sur le marché nord-américain dans l'industrie de l'accessibilité de produits favorisant la mobilité des gens. Distribuer la gamme de produits la plus complète se distinguant par un design exceptionnel et une qualité de fabrication supérieure. Développer et maintenir une culture client tout en respectant les désirs et les besoins premiers de nos clients, des utilisateurs de produits ainsi que de nos employés. Prendre de l'expansion à travers le monde de façon stratégique afin d'accroître nos ventes et d'optimiser notre pouvoir d'achat.

Notre mission

Nous concevons, fabriquons et distribuons des produits d'accessibilité personnalisés ainsi que des ascenseurs fiables et de qualité supérieure afin d'améliorer le bien-être et la mobilité des gens. Nous désirons offrir une culture d'entreprise et un environnement d'affaire dans lequel le client a toujours préséance ainsi que le travail d'équipe et le respect mutuel.

Notre stratégie

Malgré la lente reprise de l'économie américaine, la société a maintenu son volume de vente d'ascenseurs résidentiels et a légèrement augmenté celui des produits d'accessibilité. En 2011, la stratégie de Savaria inclura l'emphase sur l'augmentation de sa part du marché de l'accessibilité résidentielle, tout en maintenant des prix compétitifs dans le marché. Ces initiatives incluent:

- augmenter les ventes de produits d'accessibilité résidentiels à travers l'Amérique du Nord à l'aide d'un programme de marketing plus agressif incluant des programmes de marketing locaux, soutenant ainsi les distributeurs Savaria;
- identifier des fournisseurs de nouveaux produits et développer des partenariats avec de nouveaux vendeurs à travers le monde afin d'offrir une gamme encore plus élargie de produits d'accessibilité et d'ascenseurs;
- augmenter notre part de marché en resserrant nos liens avec nos distributeurs, en continuant à mettre l'emphase sur la qualité dans toutes nos sphères d'activités et en portant encore plus d'attention à notre service à la clientèle; et
- bénéficier du meilleur rapport qualité-prix en nous approvisionnant auprès des meilleurs fournisseurs, que ce soient des fournisseurs externes, des partenaires, ou une filiale du groupe.

Par la mise en œuvre de ces stratégies, nous espérons maximiser la valeur pour nos investisseurs et susciter l'adhésion de nos employés, clients et fournisseurs.

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2010

Acquisitions d'entreprises

Le 1^{er} février 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Concord London, détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plates-formes élévatrices dans la province de l'Ontario.

Le 19 juillet, par l'entremise de sa nouvelle filiale Savaria Lifts, la société a acquis certains actifs de la compagnie Concord Elevator (Alberta) Ltd, détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plates-formes élévatrices dans la province de l'Alberta.

Le 2 août 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Freedom et de Liberty toutes deux localisées en Ontario et spécialisées dans la conversion de mini-fourgonnettes pour les personnes à mobilité restreinte.

Ventes en hausse de 21,5 % pour le trimestre et de 18,2 % pour l'exercice

Au 4^e trimestre de 2010, le chiffre d'affaires est en hausse de 21,5 % pour un montant total de 17,4 M \$ tandis qu'il est en hausse de 18,2 % pour l'exercice atteignant un montant total de 65,2 M \$, soit le chiffre d'affaires annuel le plus élevé de l'histoire de la société. Il se compare à des ventes de 14,3 M \$ et 55,2 M \$ respectivement pour le 4^e trimestre et l'exercice 2009. L'ajout des activités des filiales acquises durant l'année représente 3,6 M \$ de ventes pour le 4^e trimestre et 8,4 M \$ pour l'exercice.

Bénéfice d'exploitation de 1,2 million \$ pour le trimestre et de 4,3 millions \$ pour l'exercice

Le bénéfice d'exploitation du 4^e trimestre de 2010 a atteint 1,2 M \$ soit le même montant qu'au trimestre correspondant de 2009. Pour l'année 2010, le bénéfice d'exploitation s'élève à 4,3 M \$ comparativement à 2,8 M \$ en 2009, représentant une hausse de 1,5 M \$.

BAIIA

La société a généré un BAIIA de 1,1 M \$ au 4^e trimestre de 2010 comparativement à 1,3 M \$ au trimestre correspondant de 2009. Pour l'année 2010, le BAIIA est de 5,3 M \$ comparativement à 4,1 M \$ en 2009, représentant une hausse de 1,2 M \$, soit le BAIIA annuel le plus élevé de l'histoire de la société.

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action, les pourcentages et les taux de change)	2010	2009	2008
Taux de change de fin d'année du \$ U.S. vs \$ Can.	0,9946	1,0510	1,2180
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,1018	1,0725	1,0276
Chiffre d'affaires	65 236 \$	55 172 \$	55 508 \$
<i>Bénéfice brut en % du chiffre d'affaires</i>	28,5 %	26,7 %	22,8 %
Frais de vente et d'administration	12 982 \$	11 143 \$	11 368 \$
<i>Frais de vente et d'administration par rapport au chiffre d'affaires</i>	19,9 %	20,2 %	20,5 %
Bénéfice d'exploitation	4 348 \$	2 755 \$	2 532 \$
<i>% du chiffre d'affaires</i>	6,7 %	5,0 %	4,6 %
BAIIA ⁽²⁾	5 331 \$	4 121 \$	4 122 \$
BAIIA par action - dilué	0,23 \$	0,16 \$	0,15 \$
(Perte) gain sur change	(256) \$	(393) \$	1 792 \$
Bénéfice net	2 474 \$	2 258 \$	1 549 \$
Bénéfice net par action – dilué	0,11 \$	0,09 \$	0,06 \$
Dividendes déclarés par action	0,084 \$	0,03 \$	0,063 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	22 869	25 411	27 349
Actifs totaux	47 960 \$	39 888 \$	40 751 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	13 392 \$	10 697 \$	8 776 \$
Passifs totaux	25 321 \$	19 099 \$	22 912 \$
Capitaux propres	22 639 \$	20 789 \$	17 839 \$

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change appliqués aux périodes concernées

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net à la section 9

Le chiffre d'affaires de la société, qui était stable en 2008 et 2009, a augmenté de 18,2 % en 2010. De cette augmentation, 15,1 % est liée aux acquisitions complétées en 2010.

Le bénéfice brut a augmenté sensiblement entre 2010 et 2008 grâce aux mesures prises pour contrer l'impact de la conjoncture économique ainsi qu'à l'augmentation des achats en provenance de la Chine; ces derniers ont augmenté de 121 % entre 2010 et 2008 pour atteindre 6,7 M \$.

Quant au bénéfice d'exploitation il a aussi augmenté sensiblement entre 2010 et 2008, atteignant un ratio de 6,7 % par rapport au chiffre d'affaires. L'augmentation des ventes et l'amélioration du bénéfice brut en sont principalement responsables.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, la variation dans le gain (perte) de change ainsi que la variation dans l'évaluation des billets restructurés (anciennement, les placements en PCAA) ont eu un impact important sur le bénéfice net durant la période analysée. En effet, la société a enregistré un gain de change de 1,8 M \$ en 2008 tandis qu'elle a subi des pertes de 393 000 \$ et de 256 000 \$ en 2009 et 2010 respectivement. Au niveau de la variation dans l'évaluation des billets restructurés, la société a subi une charge de 1,4 M \$ en 2008 tandis qu'elle a bénéficié d'une reprise de valeur de 565 000 \$ en 2009 et de 90 000 \$ en 2010. De plus, un gain sur une option de règlement lié à un emprunt à taux de faveur a rapporté un gain de 348 000 \$ en 2009 tandis qu'elle a rapporté une perte de 139 000 \$ en 2010. La dépense d'impôts a aussi eu un impact important sur le bénéfice net surtout dû au fait qu'aucun avantage d'impôts futurs n'avait été comptabilisé sur les pertes liées à la variation dans l'évaluation des billets restructurés en 2008, alors qu'en 2009 et 2010 aucune dépense d'impôt n'a été comptabilisée sur leurs reprises de valeur. Le taux effectif d'impôts est donc passé de 51 % en 2008, à 22 % en 2009 et à 28 % en 2010.

Une offre publique de rachat d'actions au comptant, qui a permis le rachat de 4,7 M d'actions en septembre 2009, a eu un impact considérable sur le nombre moyen d'actions en circulation en 2010 et 2009 comparativement à 2008.

L'actif total qui avait diminué légèrement en 2009 par rapport à 2008 a augmenté considérablement en 2010 suite aux acquisitions complétées durant l'exercice. Le passif total avait diminué de 3,8 M \$ en 2009 par rapport à 2008 en raison du renversement d'une perte non réalisée sur les contrats de change de 3,7 M \$. En 2010, le passif total a augmenté de 6,2 M \$ principalement en raison d'une augmentation dans les produits reportés de 1,6 M \$ provenant des filiales acquises ainsi que de l'enregistrement de billets à payer liés à ces acquisitions, au montant de 2,8 M \$.

Quant aux capitaux propres, ils sont passés de 17,8 M \$ au 31 décembre 2008 à 20,8 M \$ au 31 décembre 2009 principalement en raison du rachat d'actions contrebalancé par les gains non réalisés sur les contrats de change enregistré dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. L'augmentation de 2010 par rapport à 2009 est due principalement à l'enregistrement de capital-actions à émettre au montant de 1,2 M \$ lié à une acquisition complétée en 2010.

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres. La direction est d'avis que l'information non auditée reliée à ces trimestres a été préparée de la même façon que les états financiers audités de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(en milliers, sauf les montants par action, les pourcentages et les taux de change – non audité)	2010				2009			
	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre
	4	3	2	1	4	3	2	1
Taux de change de fin de trimestre du \$ U.S. vs \$ Can.	0,9946	1,0290	1,0646	1,0158	1,0510	1,0707	1,1630	1,2613
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,1017	1,1270	1,0936	1,0849	1,0832	1,0664	1,0714	1,0690
Chiffre d'affaires	17 372 \$	17 681 \$	16 940 \$	13 243 \$	14 301 \$	14 592 \$	15 094 \$	11 186 \$
<i>Bénéfice brut en % du chiffre d'affaires</i>	28,2 %	28,6 %	29,3 %	27,7 %	28,8 %	25,9 %	27,2 %	24,3 %
Frais de vente et d'administration	3 397 \$	3 523 \$	3 221 \$	2 841 \$	2 746 \$	2 968 \$	2 769 \$	2 659 \$
<i>Frais de vente et d'administration par rapport au chiffre d'affaires</i>	19,6 %	19,9 %	19 %	21,5 %	19,2 %	20,3 %	18,2 %	23,8 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	1 189 \$	1 145 \$	1 434 \$	580 \$	1 153 \$	599 \$	1 140 \$	(137) \$
<i>% du chiffre d'affaires</i>	6,8 %	6,5 %	8,5 %	4,4 %	8,1 %	4,1 %	7,6 %	(1,2) %
BAIIA ⁽²⁾	1 146 \$	1 388 \$	2 156 \$	641 \$	1 302 \$	413 \$	1 309 \$	1 097 \$
BAIIA par action – dilué	0,05 \$	0,06 \$	0,10 \$	0,03 \$	0,06 \$	0,02 \$	0,05 \$	0,04 \$
(Perte) gain sur change	(302) \$	(107) \$	339 \$	(186) \$	(77) \$	(471) \$	89 \$	66 \$
Bénéfice net	515 \$	526 \$	1 254 \$	179 \$	816 \$	224 \$	663 \$	555 \$
Bénéfice net par action – dilué	0,02 \$	0,02 \$	0,06 \$	0,01 \$	0,04 \$	0,01 \$	0,03 \$	0,02 \$
Dividendes déclarés par action	-	-	-	0,084 \$	-	-	-	0,030 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	23 444	23 319	22 483	22 143	22 183	26 097	26 938	27 279

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change appliqués aux périodes concernées

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net au tableau suivant

Le chiffre d'affaires du troisième et quatrième trimestre de 2010 est en hausse par rapport aux trimestres correspondant de 2009 principalement en raison de l'ajout des ventes des filiales acquises au cours de 2010, soit Concord London, Savaria Lifts, Freedom et Liberty. Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2010 était à son plus haut niveau de l'histoire de la société tandis que les ventes du premier trimestre de 2009 avaient subi les contrecoups provenant du ralentissement du marché immobilier américain et s'explique, en plus, par le fait que le premier trimestre est traditionnellement plus faible que les autres trimestres de l'année.

Bien que les frais de vente et d'administration aient augmenté en dollars au cours de 2010 en raison des acquisitions, ils sont restés stables en % des ventes, tant en 2009 qu'en 2010, soit à une moyenne de 20 %.

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de 2010 par rapport au même trimestre de 2009, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2010 comparativement à l'année antérieure. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2010 et 2009, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA n'est pas reconnu selon les PCGR, la direction, les investisseurs et les analystes l'utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le bénéfice net, tel que calculé selon les PCGR, et le BAIIA.

(en milliers de dollars – non audité)	2010					2009				
	Total	T 4	T 3	T 2	T 1	Total	T 4	T 3	T 2	T 1
Bénéfice net	2 474 \$	515 \$	526 \$	1 254 \$	179 \$	2 258 \$	816 \$	224 \$	663 \$	555 \$
Plus:										
Intérêts sur la dette à long terme	532	162	192	88	90	319	97	70	75	77
Dépense d'intérêts et frais bancaires	149	37	45	27	40	120	21	29	39	31
Impôts sur les bénéfices	975	122	244	492	117	644	165	(117)	331	265
Amortissement des immobilisations corporelles	478	110	140	117	111	395	109	104	90	92
Amortissement des actifs incorporels	775	205	252	185	133	439	113	108	111	107
Moins:										
Revenus d'intérêts et de dividendes	52	5	11	7	29	54	19	5	-	30
BAIIA	5 331 \$	1 146 \$	1 388 \$	2 156 \$	641 \$	4 121 \$	1 302 \$	413 \$	1 309 \$	1 097 \$

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats du quatrième trimestre (3 mois) ainsi que sur l'exercice clos le 31 décembre 2010 (12 mois).

Couverture de change

En harmonie avec la politique sur la couverture de change adoptée par le conseil d'administration, la société utilise des contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change. Elle applique la comptabilité de couverture qui permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à l'instrument financier dérivé dans le même exercice que ceux rattachés à l'élément couvert. Les contrats de change sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan en fonction de leur date de maturité. La plus ou moins-value non reconnue aux résultats nets est enregistrée au Cumul des autres éléments du résultat étendu.

En date du 31 décembre 2010, la société détenait des contrats de change au montant total de 2,3 M \$ US pour une période de couverture allant jusqu'au 31 mai 2011, à un taux moyen de 1,0432. À cette date, la plus-value sur ces contrats de change s'élève à 105 000 \$ et est enregistrée au Cumul des autres éléments du résultat étendu. De plus, un gain avant impôts de 2,8 M \$ provenant de la vente de contrats de change avant échéance est également enregistré au Cumul des autres éléments du résultat étendu et sera renversé aux résultats nets durant la période allant jusqu'en juin 2012, soit dans la période de couverture de ces contrats.

Bénéfice brut

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et taux de change)	3 mois (non audité)			12 mois		
	2010	2009	Variation %	2010	2009	Variation %
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,1017	1,0832	1,7 %	1,1018	1,0725	2,7 %
Chiffre d'affaires	17 372 \$	14 301 \$	21,5 %	65 236 \$	55 172 \$	18,2 %
Coût des marchandises vendues	12 471 \$	10 181 \$	22,5 %	46 653 \$	40 441 \$	15,4 %
Bénéfice brut	4 901 \$	4 120 \$	19,0 %	18 583 \$	14 731 \$	26,1 %
% du chiffre d'affaires	28,2 %	28,8 %	s.o.	28,5 %	26,7 %	s.o.

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change appliqués aux périodes concernées

Au quatrième trimestre de 2010, le chiffre d'affaires est en hausse de 3,1 M \$ ou 21,5 % par rapport aux ventes enregistrées au quatrième trimestre de 2009. L'ajout des activités des filiales acquises en 2010 représente, sur une base consolidée, 3,6 M \$ ou 25,2 % d'augmentation des ventes. Les ventes du secteur *Véhicules adaptés* ont augmenté de 933 000 \$ ou 26,8 % tandis que le secteur *Accessibilité* a enregistré une augmentation de ses ventes de l'ordre de 19,8 % passant de 10,8 M \$ au 4^e trimestre de 2009 à 13 M \$ au 4^e trimestre de 2010. Sans l'ajout des activités des filiales acquises durant l'exercice, le secteur *Véhicules adaptés* aurait subi une baisse de ses ventes de 27,5 % ou 958 000 \$ tandis que le secteur *Accessibilité* aurait bénéficié d'une hausse de ses ventes de 4 % ou 431 000 \$. Le nombre d'unités livrées en provenance des usines canadiennes a augmenté de 36 % pour les produits d'ascenseurs tandis qu'il a diminué de 1 % pour les produits d'accessibilité. En ce qui

concerne les ventes de la filiale chinoise, elles sont en baisse de 103 000 \$ ou 16 % par rapport à ses ventes du 4^e trimestre de 2009.

Pour l'exercice, les ventes de 2010 sont en hausse de 10,1 M \$ ou 18,2 % par rapport à la même période de 2009. L'ajout des activités des filiales acquises au cours de 2010 représente, sur une base consolidée, 8,4 M \$ ou 15,1 % d'augmentation des ventes. Les ventes du secteur *Véhicules adaptés* sont en hausse de 19,9 % ou 2,4 M \$ tandis que les ventes du secteur *Accessibilité* sont en hausse de 7,7 M \$ représentant une hausse de 17,8 % des ventes de ce secteur par rapport à la même période en 2009. Sans l'ajout des activités des filiales acquises durant l'exercice, le secteur *Véhicules adaptés* aurait subi une baisse de ses ventes de 7,5 % ou 896 000 \$ tandis que le secteur *Accessibilité* aurait bénéficié d'une hausse de ses ventes de 6 % ou 2,6 M \$. Le nombre d'unités vendues du secteur *Accessibilité* est en hausse de 2 % pour les produits d'ascenseurs ainsi que les produits d'accessibilité par rapport à la période de douze mois de 2009.

La proportion des ventes provenant des États-Unis sur les ventes totales a subi une baisse en termes de pourcentage au quatrième trimestre de 2010 par rapport à la même période de 2009, passant de 41,7 % à 38,6 %. Par contre, en dollars, les ventes provenant des États-Unis sont en hausse de 732 000 \$, passant de 6 M \$ à 6,7 M \$. Les ventes canadiennes sont aussi en hausse passant de 6,2 M \$, ou 43,6 % des ventes en 2009, à 8,8 M \$, ou 50,7 % des ventes en 2010. L'ajout des activités des filiales acquises en 2010 a fait baisser la proportion des ventes de 2010 aux États-Unis de 7,4 % tandis qu'il a fait monter la proportion des ventes au Canada de 10,2 %. La proportion des ventes provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord a subi une diminution passant de 2,1 M \$ à 1,9 M \$ représentant 14,7 % des ventes en 2009 et 10,7 % des ventes en 2010.

Pour l'exercice, la proportion des ventes provenant des États-Unis sur les ventes totales a subi une baisse en termes de pourcentage en 2010 par rapport à la même période de 2009, passant de 45,9 % à 42,3 %. Par contre, en dollars, les ventes provenant des États-Unis sont en hausse de 2,3 M \$, passant de 25,3 M \$ à 27,6 M \$. Les ventes canadiennes sont aussi en hausse passant de 24 M \$, ou 43,5 % des ventes en 2009, à 31,2 M \$, ou 47,8 % des ventes en 2010. L'ajout des activités des filiales acquises en 2010 a fait baisser la proportion des ventes de 2010 aux États-Unis de 4,8 % tandis qu'il a fait monter la proportion des ventes au Canada de 6,3 %. La proportion des ventes provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord est passée de 5,8 M \$, ou 10,6 % des ventes en 2009, à 6,5 M \$, ou 9,9 % des ventes en 2010.

Quant au bénéfice brut, il est en hausse de 781 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2010 et de 3,9 M \$ pour l'exercice 2010, par rapport aux mêmes périodes en 2009. La hausse du niveau des ventes a permis une meilleure absorption des coûts fixes en 2010. De plus, les mesures prises pour pallier au ralentissement économique ainsi que l'augmentation des achats en Chine ont engendré une diminution des coûts et une amélioration de la productivité. L'augmentation des achats en provenance de la filiale Savaria Huizhou et des autres fournisseurs, localisés en Chine, a été de l'ordre de 31,3 % pour l'exercice 2010 par rapport à l'exercice 2009. Ces différentes mesures ont permis à la société d'augmenter sa marge brute de 26,7 % à 28,5 % pour l'exercice 2010 comparativement à la même période de 2009.

Bénéfice d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audité)			12 mois		
	2010	2009	Variation %	2010	2009	Variation %
Frais de vente et d'administration	3 397 \$	2 746 \$	23,7 %	12 982 \$	11 143 \$	16,5 %
<i>% du chiffre d'affaires</i>	19,6 %	19,2 %	s.o.	19,9 %	20,2 %	s.o.
Bénéfice d'exploitation	1 189 \$	1 152 \$	3,2 %	4 348 \$	2 755 \$	57,8 %
<i>% du chiffre d'affaires</i>	6,8 %	8,1 %	s.o.	6,7 %	5,0 %	s.o.

Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 651 000 \$ ou 23,7 % au quatrième trimestre de 2010 par rapport au même trimestre de 2009 tandis qu'ils ont augmenté de 1,8 M \$ ou 16,5 % pour l'exercice. Ces augmentations sont dues principalement à l'ajout des dépenses des nouvelles filiales acquises au cours de 2010. Sans tenir compte des frais de vente et d'administration des nouvelles filiales, ces frais auraient diminués de 447 000 \$ pour le 4^e trimestre et de 788 000 \$ pour l'exercice.

Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2010 et de 2009 a atteint 1,2 M \$, soit une augmentation de 37 000 \$. Cette légère amélioration est attribuable à l'augmentation du bénéfice brut (781 000 \$) diminuée par l'augmentation des frais de vente et d'administration (651 000 \$) et des frais d'amortissement (93 000 \$). Les frais d'amortissement sont en hausse en 2010 suite à l'ajout de certains actifs amortissables comptabilisés lors des acquisitions de l'exercice. Pour l'exercice 2010, le bénéfice d'exploitation est en hausse de 1,5 M \$ passant de 2,8 M \$ en 2009 à 4,3 M \$ en 2010. Cette amélioration est attribuable principalement à l'augmentation du bénéfice brut (3,9 M \$) diminuée par l'augmentation des frais de vente et d'administration (1,8 M \$) et des frais d'amortissement (419 000 \$).

Bénéfice net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audité)			12 mois		
	2010	2009	Variation %	2010	2009	Variation %
Autres (charges) revenus	(552) \$	(171) \$	223 %	(898) \$	147 \$	711 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	637 \$	981 \$	(35,1) %	3 449 \$	2 902 \$	18,8 %
Impôts sur les bénéfices	122 \$	165 \$	(26,1) %	975 \$	644 \$	51,4 %
Bénéfice net	515 \$	816 \$	(36,9) %	2 474 \$	2 258 \$	9,6 %
BAIIA	1 146 \$	1 302 \$	(12) %	5 331 \$	4 121 \$	29,4 %

Les autres revenus et charges sont défavorables au quatrième trimestre de 2010 comparativement au trimestre correspondant de 2009 de 381 000 \$ principalement en raison de l'augmentation des pertes de change de 225 000 \$, de la variation défavorable de la juste valeur des billets restructurés de 69 000 \$ et des frais d'intérêts sur la dette à long terme de 65 000 \$. Pour l'exercice 2010, les autres revenus et charges sont défavorables de 1 M \$ comparativement à la même période de 2009 principalement en raison de la variation défavorable dans l'option de règlement liée aux billets restructurés de 488 000 \$, de la juste valeur des billets restructurés de 475 000 \$, et dans les frais d'intérêts sur la dette à long terme de 212 000 \$ compensé par une variation favorable des pertes de change de 137 000 \$. Du montant de l'augmentation des frais d'intérêts sur la dette à long terme de 212 000 \$, 143 000 \$ provient de l'enregistrement des intérêts sur les billets à payer liés aux acquisitions de 2010.

Le taux d'impôt effectif pour le quatrième trimestre de 2010 se situe à 19,2 % comparativement au taux corporatif combiné de 29,1 % et au taux pour le quatrième trimestre de 2009 de 16,8 %. Pour l'exercice 2010, le taux d'impôt effectif est de 28,3 % comparativement au taux de 22,2 % pour la même période en 2009. Le taux d'impôt effectif de 2009 avait été affecté par la reprise de valeur des billets restructurés dont aucune dépense d'impôt n'avait été comptabilisée étant donné que l'avantage d'impôt n'avait pas été comptabilisé lors de la perte de valeur.

11. Situation financière

Variations entre les bilans

Le tableau suivant illustre les variations importantes entre les bilans consolidés du 31 décembre 2010 et du 31 décembre 2009 ainsi que les principales explications sur ces variations :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2010	2009		
Actif à court terme				
Débiteurs	10 444 \$	7 455 \$	40,1 %	Ajout des débiteurs des filiales acquises en 2010 (+2,4 M \$), augmentation des comptes clients (+779 K \$) et diminution du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (-263 K \$), augmentation des taxes à la consommation à recevoir (+77 K \$) et des autres débiteurs (+45 K \$).

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2010	2009		
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs	53	51	3,9 %	
Stocks	14 536 \$	12 600 \$	15,4 %	Ajout des stocks des filiales acquises en 2010 (+2,2 M \$), diminution des stocks de l'usine de Brampton (-151 K \$).
Actifs à long terme				
Placements à long terme	1 499 \$	5 758 \$	(74,0) %	Encaissement de placements suite aux acquisitions de 2010 (-4,1 M \$).
Actifs incorporels	3 026 \$	1 390 \$	118 %	Contrats de maintenance et autres actifs intangibles provenant des acquisitions de 2010 (+1,8 M \$), acquisition d'une licence de fabrication et de distribution (+322 K \$), frais de développement capitalisés (+234 K \$), logiciels (+52 K \$) et amortissement (-775 K \$).
Écarts d'acquisition	4 974 \$	506 \$	883 %	Ajout des écarts d'acquisition liés aux acquisitions de 2010.
Passif à court terme				
Créditeurs	6 687 \$	6 249 \$	7 %	Ajout des créditeurs des filiales acquises en 2010 (+877 K \$) et réduction dans les créditeurs de la filiale chinoise (-395 K \$).

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2010	2009		
Produits reportés	2 043 \$	415 \$	392 %	Ajout des produits reportés des filiales acquises en 2010 (+1 M \$), surtout lié aux contrats de maintenance, et augmentation des produits reportés de la filiale Van-Action (+563 K \$).
Versement exigible sur la dette à long terme	3 328 \$	1 844 \$	80,5 %	Voir explications de la rubrique « Dette à long terme ».
Fonds de roulement	19 413 \$	17 789 \$	9,1 %	-
Ratio de fonds de roulement	2,34	2,81	(16,7) %	-
Passifs à long terme				
Dette à long terme	10 063 \$	8 852 \$	13,7 %	Nouvelle dette pour financer les acquisitions de 2010 (+2 M \$), ajout des billets à payer relatifs aux acquisitions d'entreprises (1,1 M \$ à court terme et 1,7 M \$ à long terme), remboursement normal de la dette (-2,2 M \$) et autres variations mineures.
Capitaux propres	22 639 \$	20 789 \$	8,9 %	Dividendes (-1,9 M \$), bénéfice de l'exercice (+2,5 M \$), et ajout de capital-actions à émettre dans le cadre de l'acquisition de Concord London (+1,2 M \$).

Au 31 décembre 2010, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 48 M \$, contre 39,9 M \$ au 31 décembre 2009 et des passifs totaux de 25,3 M \$ contre 19,1 M \$ au 31 décembre 2009.

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars)	31 décembre	
	2010	2009
Facilités de crédit :		
Autorisées	3 500 \$	3 500 \$
Emprunts	(1 990)	(1 080)
Crédit non utilisé	1 510	2 420
Trésorerie et équivalents	6 041	4 823
Total	7 551 \$	7 243 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 7,6 M \$ au 31 décembre 2010, ce qui lui procure une marge de manœuvre intéressante afin de faire face à des obligations potentielles à court terme et de bénéficier d'opportunités d'investissement intéressantes.

La société a signé une entente de financement de 4 M \$ en 2009 dont une des conditions stipule que la société doit conserver en encaisse un montant minimum de 50 % du solde de l'emprunt. Ce montant, qui est de 1,5 M \$ au 31 décembre 2010, est présenté comme Trésorerie et équivalents réservés à court terme au montant de 400 000 \$ et à long terme au montant de 1,1 M \$ et n'est pas inclus dans les sources de financement disponibles du tableau ci-dessus.

La société a signé une entente de financement à long terme au montant de 2 M \$ au cours du troisième trimestre afin de financer les acquisitions de Freedom et de Liberty. L'entente prévoit le remboursement sur 60 mois sous forme de paiements mensuels égaux de 33 000 \$ plus intérêts au taux préférentiel plus 1 %. L'ensemble des actifs des filiales Ascenseurs Savaria Concord, Freedom et Liberty ont été donnés en garantie.

Par ailleurs, la société peut encourir des risques de pertes potentielles sur les contrats de change jusqu'à une valeur maximale de 2,3 M \$ sur une période de couverture maximale de 36 mois. Ce montant représente la moins-value maximale que peuvent représenter les contrats de change détenus par la société; au-delà de ce montant, la banque pourra réaliser les sûretés données en garantie pour couvrir ce risque. Également, elle dispose d'une ligne de trésorerie de 600 000 \$ pour couvrir le risque de pertes potentielles dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêt variable sur sa dette à long terme de 6 M \$ à un taux fixe.

Au 31 décembre 2010, son coefficient d'endettement total net sur le capital investi était de 20,5 % (16 % au 31 décembre 2009), lui offrant un important levier financier pour financer tout projet de développement interne et acquisition stratégique.

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action – non audité)	31 décembre		Variation
	2010	2009	
Valeur comptable par action	1,03 \$	0,94 \$	9,6 %
Trésorerie et équivalents par action	0,27 \$	0,22 \$	22,7 %
Capitalisation boursière	34 788 \$	18 834 \$	84,7 %

La valeur comptable par action et la trésorerie et équivalents par action ont augmenté au 31 décembre 2010 par rapport au 31 décembre 2009. La capitalisation boursière est en hausse de 84,7 % suite à une augmentation importante de la valeur au marché de l'action entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010, passant de 0,85 \$ à 1,58 \$ durant cette période.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre (3 mois) ainsi que sur la période de douze mois de l'année (12 mois).

(en milliers de dollars)	3 mois (non audité)		12 mois	
	2010	2009	2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	161 \$	45 \$	3 318 \$	3 922 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(150) \$	40 \$	(695) \$	(1 328) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 172 \$	(254) \$	(1 405) \$	(2 973) \$

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation supérieurs de 116 000 \$ pour le quatrième trimestre et moindres de 604 000 \$ pour l'exercice de 2010, par rapport aux périodes correspondantes de 2009. L'écart pour le trimestre est principalement dû à l'enregistrement d'un gain hors caisse supérieur de 537 000 \$ relié aux contrats de change encaissés avant échéance, à une diminution du bénéfice net avant amortissement et impôts futurs de 377 000 \$ compensé par une variation favorable des éléments hors caisse liées à l'exploitation de 903 000 \$.

Au niveau de l'exercice, l'écart provient également de l'enregistrement d'un gain hors caisse supérieur de 1,5 M \$ relié aux contrats de change encaissés avant échéance et d'une variation défavorable dans les éléments hors caisse liées à l'exploitation de 1,4 M \$. Ces variations défavorables sont compensées par les éléments favorables suivants : bénéfice net avant amortissement et impôts futurs supérieur de 753 000 \$, variation favorable de la juste valeur des billets restructurés et d'une option de règlement liée à ces billets de

864 000 \$ et variation favorable dans les gains de change non réalisés sur éléments monétaires à long terme de 342 000 \$.

La société a utilisé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement supérieurs de 190 000 \$ au quatrième trimestre de 2010 principalement en raison d'une augmentation dans les acquisitions d'immobilisations corporelle de 95 000 \$. Pour l'exercice, la société a engagé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement moindres de 633 000 \$ en 2010 principalement en raison d'une augmentation dans la variation des placements à long terme (3,2 M \$) et de la trésorerie et équivalents réservés (1,5 M \$) compensée par une variation défavorable dans le montant déboursé pour l'acquisition d'entreprises (4,1 M \$).

Au chapitre des activités de financement, Savaria a dégagé des liquidités plus élevées de 918 000 \$ au quatrième trimestre de 2010 comparativement au même trimestre de 2009 principalement en raison de la variation dans les emprunts bancaires (1,6 M \$) compensé par une augmentation des rachats d'actions pour annulation de 239 000 \$. Pour la période de douze mois, la société a engagé des liquidités moindres de 1,6 M \$ en raison d'une diminution des rachats d'actions pour annulation de 4,3 M \$ et d'une diminution dans le remboursement de la dette à long terme de 3,4 M \$; ces variations favorables ont été contrebalancées par l'encaissement moindre de 5,7 M \$ de nouvelles dettes à long terme et par l'augmentation des dividendes payés de 1 M \$.

13. Principales estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformes aux PCGR, la direction de Savaria doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les principales estimations comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans des billets restructurés, la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, l'écart d'acquisition, les soldes d'impôts futurs, la provision pour créances douteuses, la provision pour désuétude des stocks et la provision pour frais de garanties ainsi que la mesure des actifs intangibles comptabilisés suite aux acquisitions d'entreprises.

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre dans l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. La direction a identifié les estimations comptables critiques ci-dessous.

Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice en cours et des impôts futurs sont comptabilisés sur les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif soit réalisé.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent des marques de commerce, des listes de clients, des licences de distribution, des contrats de maintenance, des baux à prix de faveur, des carnets de commandes, des logiciels et des frais de développement capitalisés. Les marques de commerce ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie, mais elles font l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. Les marques de commerce sont évaluées le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur. Les autres éléments des actifs incorporels sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue.

Placements à long terme dans des billets restructurés

Voir section 20, Risques et incertitudes.

Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés, aux consultants et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais de vente et d'administration. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

14. Nouvelles conventions comptables

A) 2010

Accords de prestations multiples générateurs de produits

Le 24 décembre 2009, l'abrége No 175 du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-175), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, modifie les indications contenues dans le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, et établit des exigences additionnelles en ce qui a trait à la constatation des produits liés à des prestations multiples et requiert une divulgation plus complète. Les dispositions du CPN-175 sont applicables prospectivement et peuvent être appliquées rétroactivement aux accords de prestations multiples générateurs de produits conclus ou modifiés de manière significative au cours du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011, toutefois l'adoption par anticipation est permise.

Ce nouvel abrégé a été adopté par la société de façon anticipée au moment de l'acquisition d'une de ses filiales en 2010 concluant des accords de prestations multiples.

B) Modifications comptables futures

Chapitre 1582 : *Regroupements d'entreprises*, chapitre 1601 : *États financiers consolidés* et chapitre 1602 : *Participations sans contrôle*

En 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ces nouvelles

normes s'appliqueront aux états financiers de la société de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011. La société ne prévoit pas que ces trois nouvelles normes aient une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, États financiers consolidés. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme comptable internationale IAS 27, États financiers consolidés et individuels, et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés publiques, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

Pour la société, la conversion aux IFRS sera exigée pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les éléments comparatifs de ces états financiers devront également être présentés selon les IFRS.

Des cadres dirigeants du service des finances ayant les compétences et l'expérience requises ont été affectés à la réalisation du projet et ont été adéquatement formés. Les vérificateurs externes de la société sont informés et consultés sur les choix effectués. Le comité de vérification est informé ponctuellement de l'avancement des travaux. Un plan de conversion des états financiers consolidés de la société a été élaboré; il comporte trois phases :

Phase 1 – Évaluation détaillée

Cette phase prévoit une évaluation détaillée des différences entre les IFRS et les PCGR appliqués par la société ainsi qu'une évaluation des incidences sur les principaux aspects de la société, telles que ses pratiques commerciales, ses systèmes d'information ainsi que ses contrôles internes à l'égard de l'information financière et de sa divulgation. Elle comprend également l'analyse des divers choix de méthodes comptables ainsi que la sélection des exemptions facultatives à la date de transition qui sont offertes à la société. Cette phase a été achevée au quatrième trimestre de 2010.

Phase 2 – Conception

Au cours de cette phase, la société conçoit des solutions afin d'aborder les différences identifiées à la phase précédente. Elle détermine les modifications à apporter aux méthodes comptables, processus opérationnels et

contrôles internes actuels afin de procéder à la conversion aux IFRS. Les besoins de formation et de communication aux différents intervenants sont identifiés. Cette phase a débuté en août 2010 et devrait être complétée au 30 avril 2011.

Phase 3 – Mise en œuvre

Cette dernière phase a pour objectif de permettre la présentation continue de l'information selon les IFRS à compter du 1^{er} trimestre 2011. Au cours de cette phase, les modifications identifiées à la phase 2 sont mises en œuvre. Cette phase, qui a débuté en septembre 2010, est complétée à environ 50 % et devrait être complétée au 31 mai 2011.

Voici les conséquences de la transition aux IFRS sur les principaux aspects de la société.

Aspect 1 - Information financière

L'évaluation détaillée de la phase 1 a permis de cerner les principales différences suivantes entre ses méthodes comptables actuelles et celles qui devront être appliquées dans la préparation des états financiers selon les IFRS.

Première application des IFRS (IFRS 1)

L'IFRS 1 prévoit un certain nombre d'exemptions facultatives relativement à l'application rétrospective de certaines exigences des IFRS, de même que des exceptions obligatoires interdisant l'application rétrospective de certaines normes.

Savaria appliquera les exemptions facultatives suivantes :

- Regroupements d'entreprises : elle ne retraitera pas les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010.
- Transactions dont le paiement est fondé sur des actions : elle ne retraitera pas selon l'IFRS 2 les options émises avant 2002 ainsi que celles émises après 2002 dont les droits d'exercer sont entièrement acquis au 1^{er} janvier 2010.

Une décision finale a été prise au sujet de l'application de l'exemption facultative concernant la juste valeur ou la réévaluation comme coût présumé. Cette exemption ne sera pas appliquée puisque les valeurs nettes comptables selon les PCGR correspondent aux coûts selon IAS 16 appliqué rétrospectivement.

Les autres exemptions facultatives ainsi que les exemptions obligatoires ne devraient pas s'appliquer à Savaria, à l'exception de l'exemption obligatoire concernant les estimations. En vertu de cette exemption, les estimations effectuées à la date de transition doivent refléter les conditions qui prévalaient à ce moment, et elles ne peuvent pas refléter les conditions qui sont survenues après la date de transition.

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

Acquisition graduelle des droits – Pour les options d'achat d'actions dont les droits sont acquis par tranches, les IFRS exigent l'utilisation de la méthode de l'acquisition graduelle des droits, selon laquelle chaque tranche doit être traitée comme une attribution distincte ayant sa propre juste valeur. Toutefois, les PCGR permettent l'utilisation d'une méthode linéaire selon laquelle chaque tranche est considérée comme une attribution unique, répartissant ainsi la charge de façon égale sur la durée de vie totale des attributions de la société.

L'utilisation du modèle de l'acquisition graduelle des droits prescrite par les IFRS donne lieu à un ajustement transitoire qui se traduit par une augmentation du surplus d'apport et une diminution des bénéfices non répartis d'un montant de 53 000 \$ au 1^{er} janvier 2010.

Nous tenons à signaler aux lecteurs que ce modèle donnera lieu à la comptabilisation de charges accrues au cours des premières années de l'attribution et de charges moindres pour les dernières années résiduelles, par rapport au modèle linéaire actuellement utilisé par la société.

Regroupements d'entreprises (IFRS 3)

La société adoptera l'IFRS 3 qui est harmonisée en grande partie avec le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA, « Regroupements d'entreprises », qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Même si la société prévoit appliquer l'exemption facultative prévue par l'IFRS 1 qui consiste à ne pas retraiter les regroupements d'entreprises effectués avant le 1^{er} janvier 2010, l'IFRS 3 aura un impact sur les états financiers de la société au 31 décembre 2010 puisqu'elle devra être appliquée pour la comptabilisation des filiales acquises en 2010, soit Concord London, Savaria Lifts, Freedom et Liberty. Selon l'analyse effectuée concernant ces quatre acquisitions, les différences identifiées sont les suivantes :

- Les frais d'acquisition, qui s'élèvent à 292 000 \$, ne peuvent pas faire partie du coût d'acquisition du placement, mais doivent plutôt être comptabilisés à titre de dépense à l'état consolidé des résultats.
- La juste valeur des capitaux propres émis doit être déterminée à la date d'acquisition au lieu d'être déterminée en fonction du cours des actions sur une durée raisonnable avant et après la date à laquelle sont convenues et annoncées les conditions de l'acquisition. Une valeur supérieure de 3 000 \$ du capital-actions émis a été calculée.
- La contrepartie conditionnelle doit être comptabilisée à la juste valeur dans le cadre de la répartition du prix d'achat au lieu d'être comptabilisée lorsque la condition peut se réaliser hors de tout doute raisonnable et que la contrepartie conditionnelle peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. L'impact de cet écart est la réduction du capital-actions à émettre de 633 000 \$.
- Les critères pour comptabiliser certaines provisions relatives à un plan de retrait d'une activité d'une société acquise étant différents selon les IFRS, une réduction du passif à court terme de 188 000 \$ a été identifiée.
- Selon les PCGR, un écart d'acquisition négatif doit être renversé proportionnellement à l'encontre des actifs à long terme alors que, selon les IFRS, un gain doit être constaté aux résultats. Les écarts suivants ont donc été identifiés :

	<u>DT (CT)</u>
Immobilisations corporelles	117 000 \$
Actifs incorporels	212 000 \$
Autres revenus	(398 000) \$

- Suite aux différents écarts mentionnés ci-dessus, les actifs d'impôts futurs seront réduits de 84 000 \$ et l'écart d'acquisition, de 956 000 \$.

Présentation des états financiers (IAS 1)

Il existe un certain nombre de différences entre les IFRS et les PCGR en matière de présentation des états financiers, comme par exemple le classement du compte de résultat selon la nature ou la fonction ainsi que le classement des actifs et passifs d'impôts différés à titre d'éléments non courants. La société traitera de ces différences en matière de présentation dans la préparation de l'ébauche de ces états financiers IFRS, qui a débuté au cours du troisième trimestre et qui se terminera au 31 mai 2011.

Impôts sur les bénéfices (IAS 12)

Présentation des impôts futurs – En vertu des PCGR, une entité doit présenter la portion à court terme et à long terme de ses impôts futurs dans son bilan. En vertu des IFRS, une entité doit présenter les impôts futurs entièrement dans les éléments à long terme. Par conséquent, la Société reclassera, dans ses éléments à long terme, des actifs d'impôts futurs à court terme de 602 000 \$ au 1^{er} janvier 2010.

Autres domaines

Un certain nombre d'autres domaines des IFRS, dont les principaux sont illustrés ci-dessous, auront également une incidence sur Savaria, quoique dans une moindre mesure. En effet, d'autres différences ont été identifiées entre les méthodes comptables actuelles de la société et les IFRS, et des choix de méthodes comptables existent en vertu des IFRS. Par contre, il n'est pas prévu qu'ils aient une incidence significative sur les états financiers de Savaria.

- Dépréciation d'actifs (IAS 36)

En vertu des PCGR, le test de dépréciation des actifs amortissables comprend deux étapes, dont la première consiste en la comparaison des valeurs comptables des actifs à long terme ou groupe d'actifs avec les flux de trésorerie futurs non actualisés, en vue de déterminer s'il y a dépréciation. Si la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs dépasse la valeur recouvrable sur une base non actualisée, aux fins du calcul du montant de la perte de valeur, la valeur comptable de l'actif ou les valeurs comptables du groupe d'actifs sont ramenées à la juste valeur estimée. L'IAS 36 préconise, pour les tests et pour l'évaluation des pertes de valeur, l'utilisation d'une méthode en une étape dans laquelle les valeurs comptables de l'actif ou des actifs de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sont comparées directement à leur valeur recouvrable qui correspond au plus élevé entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité (« valeur recouvrable »).

En vertu des PCGR, les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont toujours soumis à un test de dépréciation en tant qu'actif pris individuellement. En vertu des IFRS, les actifs incorporels à durée de vie indéfinie qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie indépendantes, telles que les marques de commerce de Savaria, sont soumis à un test de dépréciation au niveau de l'UGT.

En vertu des PCGR, le test de dépréciation auquel est soumis l'écart d'acquisition doit consister en une comparaison de la valeur comptable de l'unité d'exploitation à laquelle il est rattaché avec la juste valeur de l'unité d'exploitation. Si la juste valeur de l'unité d'exploitation est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est calculée. Selon les PCGR, la perte sera déterminée en comparant la valeur comptable de l'écart d'acquisition et la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition. En vertu des IFRS, l'écart d'acquisition est attribué aux UGT de la société et il est toujours soumis à un test de dépréciation au niveau des UGT. Une perte de valeur est comptabilisée dans la mesure où la valeur comptable d'un UGT excède sa valeur recouvrable.

La société a analysé, au cours du deuxième trimestre, ses activités en vue de déterminer les UGT qu'elle devra utiliser aux fins des tests de dépréciation. Au cours du troisième trimestre, elle a élaboré les modèles qui seront utilisés aux fins du test de dépréciation qui devront être exécutés à la date de transition.

- Immobilisations incorporelles (IAS 38)

En vertu des PCGR, les immobilisations incorporelles doivent être constatées au coût d'acquisition. Selon les IFRS une entité peut choisir entre le modèle du coût (identique aux PCGR) ou le modèle de la réévaluation pour les mesures subséquentes. Nous continuerons l'utilisation du modèle du coût. Nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.

- Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)

En vertu des PCGR, l'utilisation de la méthode de la concordance des conditions essentielles au niveau de l'appréciation et de l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture est permise si certains critères sont rencontrés. Selon les IFRS cette méthode n'est pas permise. L'inefficacité de couverture doit être mesurée à chaque période, tout au long de la durée de la relation de couverture. Basé sur notre situation actuelle, nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait un impact significatif sur nos états financiers consolidés.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de l'incidence totale des différences déterminées à ce jour entre les PCGR et les IFRS sur les éléments du bilan. Ces données sont susceptibles de changer en raison de la progression de notre analyse.

Sommaire des ajustements au 1^{er} janvier 2010 découlant de la transition aux IFRS

Ajustements liés aux IFRS DT (CT)	Actifs d'impôts futurs à CT	Actifs d'impôts futurs à LT	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis
IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions			(53 000) \$	53 000 \$
IAS 12 – Impôts sur les bénéfices	(602 000) \$	602 000 \$		
Total	(602 000) \$	602 000 \$	(53 000) \$	53 000 \$

Aspect 2 - Systèmes d'information

La société ne prévoit pas que la conversion aux IFRS nécessitera des modifications importantes sur l'infrastructure des systèmes d'information ou aux structures comptables existantes du grand livre. Par contre, les répercussions se situent plutôt au niveau de la nécessité de mettre au point des nouveaux rapports ou d'apporter les modifications nécessaires aux rapports existants afin de compiler certaines nouvelles informations, comme par exemple les informations nécessaires au suivi des ajustements IFRS pour l'exercice comparatif de 2010, ainsi que les informations accrues devant être fournies par voie de notes.

Aspect 3 - Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Les contrôles de la société au niveau des opérations ne seront pas touchés par la transition aux IFRS à quelque égard important que ce soit. Puisque cette transition touche principalement la présentation de ses états financiers et les informations qui y sont fournies, des changements devront être apportés dans les contrôles régissant la présentation de l'information financière, mais les incidences devraient être mineures.

De même, des modifications mineures ont dû être apportées aux contrôles et procédures de communication de l'information financière afin de s'assurer que l'information nécessaire concernant l'évolution de la transition aux IFRS soit divulguée adéquatement et en temps opportun.

Aspect 4 – Expertise en matière d'information financière

Les membres de l'équipe de conversion aux IFRS ont participé à des séances de formation offertes par l'Ordre des comptables agréés ainsi qu'avec les vérificateurs externes de la société. Toutefois, l'IASB a actuellement plusieurs projets de révision en cours qui pourraient avoir une incidence importante sur diverses normes. Aussi,

l'équipe de conversion s'assure de mettre à jour l'analyse en fonction des plus récentes versions en surveillant de manière active les révisions publiées par l'IASB, en obtenant les publications fournies par l'ICCA et en discutant avec ses vérificateurs externes.

La formation des employés qui ne font pas partie de l'équipe de conversion a été effectuée au quatrième trimestre de 2010; elle n'a touché que très peu d'employés et a été de faible envergure.

Quant aux membres du comité de vérification et du conseil d'administration, ils sont informés des modifications importantes qui seront apportées aux états financiers au fur et à mesure qu'elles sont identifiées. Un membre du comité de vérification a été nommé afin d'assister l'équipe de conversion dans les choix des nouvelles conventions comptables selon les IFRS.

Aspect 5 - Activités commerciales

Puisque la société est couramment évaluée en fonction de son BAIIA, les lecteurs des états financiers sont priés de tenir compte du fait que les divergences entre les PCGR et les IFRS pourraient donner lieu à des calculs différents du BAIIA en vertu de ces deux normes distinctes, bien que la société ne prévoie pas qu'il y ait des différences significatives.

La société continuera d'évaluer toute utilisation future de l'information financière aux fins de l'établissement des indicateurs et mesures de rendement clés comme les clauses restrictives et les ratios financiers. Elle ne s'attend pas à ce que la transition aux IFRS ait une incidence significative sur ces clauses restrictives.

Généralités

Sur la base des travaux qui ont été exécutés à ce jour, Savaria peut raisonnablement déterminer que l'adoption des IFRS n'aura pas d'incidence importante sur sa situation financière et sur ses résultats futurs.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et, plus particulièrement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société, leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle s'est inspirée des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Se fondant sur cette évaluation, la direction ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2010, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux PCGR.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'année 2010 qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Obligations contractuelles

En dehors des dettes apparaissant au bilan, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation de matériel roulant et d'équipement de bureau, représentant un engagement total de 3 507 079 \$ (4 267 538 \$ en 2009).

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices :

(en milliers de dollars)	Total	2011	2012	2013	2014	2015
Obligations de la dette à long terme	14 030 \$	3 603 \$	4 090 \$	4 023 \$	2 004 \$	310 \$
Location-acquisition	156	38	38	37	28	15
Location-exploitation	3 507	1 923	1 463	106	15	-
Total des obligations contractuelles	17 693 \$	5 564 \$	5 591 \$	4 166 \$	2 047 \$	325 \$

17. Arrangements hors bilan

Autres que les contrats de location-exploitation considérés à la section précédente, Obligations contractuelles, Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'année 2010.

18. Opérations entre apparentés

La société a comptabilisé un montant de 58 151 \$ (49 842 \$ en 2009) pour des services rendus par une entité dont un associé est un administrateur de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

19. Instruments financiers

La société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Juste valeur des instruments financiers

(en milliers de dollars)	Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et Autres passifs	Total	Juste valeur
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents	6 041 \$	- \$	6 041 \$	6 041 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 500	-	1 500	1 500
Comptes clients et autres débiteurs	-	9 786	9 786	9 786
Contrats de change à terme	105	-	105	105
Prêts à long terme	-	413	413	366
Placements à long terme en billets restructurés	1 290	-	1 290	1 290
Option de règlement	209	-	209	209
Total des actifs financiers	9 145 \$	10 199 \$	19 344 \$	19 297 \$
Passifs financiers				
Emprunts bancaires	- \$	1 990 \$	1 990 \$	1 990 \$
Créditeurs et charges à payer	-	6 654	6 654	6 654
Dette à long terme	-	13 392	13 392	13 369
Total des passifs financiers	- \$	22 036 \$	22 036 \$	22 013 \$

Risques associés aux instruments financiers

L'analyse des risques associés aux instruments financiers est faite dans la section suivante, Risques et incertitudes.

20. Risques et incertitudes

La société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Néanmoins, les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une influence sur sa capacité de réaliser son plan stratégique et ses objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération en évaluant les perspectives d'avenir de la société.

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire au minimum les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

La société réalise approximativement 52 % (57 % en 2009) de son chiffre d'affaires en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important sur ses ventes et, par conséquent, sa marge brute. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisées dans les résultats immédiatement.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat étendu. Au 31 décembre 2010, la société présente un montant créditeur des autres éléments du résultat étendu de 2,1 M \$ (montant créditeur de 2 M \$ au 31 décembre 2009).

Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Autres revenus et charges. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important lors de la conversion de ces éléments monétaires libellés en dollars US et, par conséquent, sur les Autres revenus et charges et le bénéfice net.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses emprunts bancaires, de ses emprunts à long terme, de ses placements à long terme et de ses prêts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

Les dettes de la société sont à taux variables. La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. De plus, la société a l'option de convertir certains de ses emprunts à long terme en prêts à terme à taux fixe.

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Autres revenus et charges. Une variation importante dans les taux d'intérêt pourrait donc avoir un impact important sur les Autres revenus et charges et, par conséquent, sur le bénéfice net.

c) Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Chine pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

d) Risque de crédit

La trésorerie et équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les comptes clients sont portés au bilan, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des

soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements.

Durant l'exercice 2010, la société a obtenu un financement de 2 M \$ afin de financer ses acquisitions d'entreprises. Bien que la société ait réalisé cette activité de financement au cours de l'exercice, il n'est pas garanti que des fonds additionnels puissent être disponibles dans les délais et selon des conditions acceptables pour la société.

Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu important, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense discrétionnaire et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société prend des mesures pour contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société assume certains coûts d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur ses produits. Les garanties couvrent une période de trois (3) à trente-six (36) mois selon le produit. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement ainsi que pour les apprentis. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôts futurs

Suite à l'acquisition de Liberty, un actif d'impôts futurs a été comptabilisé puisqu'il est plus probable qu'improbable que les pertes reportées de Liberty soient utilisées. Une réduction significative des revenus prévus pour la filiale pourrait empêcher l'utilisation de toutes les pertes avant leur date d'échéance.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Toutefois, Savaria occupe le premier rang au Canada et le deuxième rang aux États-Unis au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle et de multiples fournisseurs étrangers.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2010, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 42 % (46 % en 2009). La rentabilité de la société pourrait, par conséquent, être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir Conditions économique ci-dessus).

Afin de réduire le risque associé aux conditions économiques aux États-Unis, la société augmente son territoire de vente au Canada et l'étend graduellement en Asie par l'entremise de sa filiale située en Chine.

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

Incertitudes relatives à la mesure

La société détient des placements qui sont investis dans des billets restructurés à la suite de la conversion du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »). Ces placements ont fait l'objet d'une évaluation en fin d'exercice.

Ces billets font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des billets restructurés au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risques, veuillez consulter également la notice annuelle d'information disponible sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com

21. Perspectives

Comme l'économie américaine a toujours de la difficulté à redémarrer, nous n'anticipons pas de hausse dans les ventes d'ascenseurs résidentiels mais espérons, à tout le moins, maintenir le niveau actuel de ventes en dépit de la réduction des dépenses des consommateurs. En ce qui concerne les ventes des produits d'accessibilité, nous projetons une augmentation en 2011 en raison des besoins croissants, tant aux États-Unis qu'au Canada, ainsi qu'en raison de nouveaux efforts de marketing qui permettront de mettre en valeur notre gamme de produits d'accessibilité. De plus, grâce à l'introduction de nouveaux produits dans le secteur des *Véhicules adaptés* ainsi qu'à l'offre d'une gamme plus complète de véhicules, nous projetons qu'en 2011, 20 % de nos ventes proviendront de ce secteur et contribueront à consolider notre position dans le marché de l'accessibilité.

L'excellente santé financière de Savaria, nos prix compétitifs, le renforcement de nos relations avec nos distributeurs et l'implantation d'objectifs stratégiques vont permettre à la société de croître en 2011.

Le 29 mars 2011